

Développement régional : la TREMBSL invite Québec à faire davantage confiance aux régions

Bas-Saint-Laurent, le 29 septembre 2026 – À l’aube de la dernière étape de la campagne électorale, la Table régionale des élu-es municipaux du Bas-Saint-Laurent (TREMBSL) appelle à ramener un enjeu transversal au cœur des discussions : la capacité des régions à prendre en main leur propre développement.

Une plus grande régionalisation de l’action gouvernementale permettrait de rapprocher les décisions des personnes citoyennes, d’adapter les programmes aux réalités des territoires et de miser sur une expertise et la compétence qui existe déjà dans les MRC et municipalités. C’est aussi une condition pour favoriser un développement régional cohérent et durable, qui tient compte des réalités économiques, démographiques et territoriales. L’efficacité de l’État ne doit pas nécessairement passer par davantage de centralisation; elle doit passer par une plus grande capacité d’agir des régions.

« Les décisions qui concernent nos régions ne peuvent pas être prises dans des bureaux à Québec en pensant qu’une même solution pourra s’appliquer à l’ensemble du territoire québécois. Nos réalités démographiques, économiques et territoriales sont différentes. Si on veut un État plus efficace, il faut donner aux régions les moyens d’adapter les politiques et programmes leur permettant ainsi de réaliser leur plein potentiel. »

Bruno Paradis, préfet de la MRC de La Mitis et président de la TREMBSL

Immigration : une réalité qui varie d’une région à l’autre

L’immigration illustre concrètement l’importance d’une approche adaptée aux réalités régionales. Près de 600 entreprises bas-laurentiennes ont recours au Programme des travailleurs étrangers temporaires, notamment dans le secteur manufacturier, de l’agriculture et de la santé. Dans une région confrontée au vieillissement de sa population et à des besoins importants de main-d’œuvre, une réduction de l’accès à ces travailleurs aura des conséquences importantes sur la capacité de certaines entreprises à maintenir leurs activités et sur la pérennité des communautés.

« Au Bas-Saint-Laurent, une approche uniforme qui réduirait l’accès à la main-d’œuvre immigrante ne tient pas compte de nos besoins. Nous devons pouvoir agir avec suffisamment d’autonomie pour attirer, accueillir et retenir les personnes immigrantes. C’est en donnant davantage de marge de manœuvre aux régions que nous pourrions mieux arrimer l’immigration à nos priorités et à nos réalités. »

Vincent Bérubé, maire de la Ville de La Pocatière et vice-président de la TREMBSL

La forêt : mettre l'expertise régionale à contribution

La gestion du territoire forestier constitue un autre exemple où l'expertise régionale doit être davantage reconnue et valorisée. Au Bas-Saint-Laurent, la forêt occupe une place importante dans l'économie, l'occupation du territoire et la vitalité des communautés.

« La forêt est au cœur de l'économie et de la vitalité de plusieurs de nos municipalités. Nous devons donner davantage de place aux acteurs régionaux dans la planification et l'aménagement afin que les décisions tiennent compte des réalités locales. [Le projet de Société régionale d'aménagement du territoire forestier](#) soumis par la TREMBSL au gouvernement est un exemple concret de solution adaptée au Bas-Saint-Laurent. »

Gérald Beaulieu, préfet de la MRC de La Matanie et membre de la TREMBSL

Donner aux régions les moyens de bâtir leur avenir

En cette dernière semaine de campagne, la TREMBSL invite donc les candidat·es et les formations politiques à préciser leur vision de la gouvernance régionale et de la capacité d'action des régions. Pour la TREMBSL, les enjeux de main-d'œuvre, d'immigration, de développement économique et de gestion du territoire forestier sont liés par une même question : **quelle place veut-on donner aux régions dans leur propre développement ?**

À propos de la TREMBSL

La Table régionale des élu·es municipaux du Bas-Saint-Laurent est un lieu de concertation regroupant les huit préfets et préfètes des MRC bas-laurentiennes et les 10 maires et mairesses des cités régionales ou des municipalités de centralité. La Table est l'interlocutrice politique privilégiée de toute une région auprès des gouvernements supérieurs, afin de promouvoir les priorités régionales.

- 30 -

Documents d'intérêt :

[Attentes électorales : Gouvernance régionale](#)

[Attentes électorales : Immigration](#)

[Attentes électorales : Territoire forestier](#)

[Attentes électorales : Développement économique et main-d'œuvre](#)

Source : Table régionale des élu·es municipaux du Bas-Saint-Laurent

Pour information et entrevue :

Lorie Normandin, coordonnatrice

Table régionale des élu·es municipaux du Bas-Saint-Laurent

579 488-3667

lnormandin@crdbsl.org